

"La Roumanie et la Bulgarie en mal d'Europe" dans d'Lëtzebuenger Land (19 mai 2006)

Légende: Le 19 mai 2006, à l'occasion de la présentation à Bruxelles par la Commission européenne du rapport de suivi sur le degré de préparation de la Bulgarie et de la Roumanie pour l'adhésion à l'Union européenne, l'hebdomadaire d'Lëtzebuenger Land commente les efforts entrepris par les deux pays pour respecter les critères d'adhésion.

Source: d'Lëtzebuenger Land. 19.05.2006. Luxembourg.

Copyright: (c) D'Letzeburger Land SARL

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_roumanie_et_la_bulgarie_en_mal_d_europe"_dans_d_letzebuenger_land_19_mai_2006-fr-7736ddbfe6b-4b7c-b5ee-c6f21f4ca5c3.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

La Roumanie et la Bulgarie en mal d'Europe

Mirel Bran, Bucarest

Sur la place de l'Université, en plein cœur de Bucarest, la grande horloge n'indique pas seulement l'heure, mais fait aussi le compte à rebours des jours qui séparent la Roumanie de son adhésion à l'Union européenne. Mardi 16 mai, le compteur affichait 227 jours. C'était le jour J parce que c'était la date à laquelle la Commission européenne a rendu public le rapport sur la Roumanie et la Bulgarie. Le verdict était attendu avec impatience par les deux pays qui, depuis la chute des régimes communistes en 1989, rêvent de s'ancrer à l'Europe occidentale. Le traité d'adhésion à l'UE signé par les vingt-cinq pays membres avec la Roumanie et la Bulgarie en avril 2005 à Luxembourg prévoyait leur intégration au 1^{er} janvier 2007, mais permettait en même temps un report de leur adhésion à 2008 si les deux pays n'étaient pas « manifestement prêts ».

Dans son rapport présenté à Strasbourg le 16 mai, la Commission a choisi la formule du compromis. « La Bulgarie et la Roumanie devraient être prêtes pour l'adhésion au 1^{er} janvier 2007, pour autant qu'elles s'attaquent dans les prochains mois à un certain nombre de problèmes qui subsistent, » a déclaré son président, José Manuel Barroso, devant les députés européens à Strasbourg. La Commission de Bruxelles a donné quatre mois supplémentaires à la Roumanie et à la Bulgarie pour régler les problèmes dans des domaines « de préoccupation grave » : la corruption de haut niveau, la sécurité alimentaire et la gestion de l'argent européen destiné à l'agriculture. Depuis le dernier rapport de la Commission, rendu public en octobre 2005, les points noirs ont été réduits de quatorze à quatre pour la Roumanie et de seize à six pour la Bulgarie. Un mauvais score pour la Bulgarie qui avait une importante avance sur sa voisine roumaine. Sofia a perdu plusieurs mois avant de résoudre le problème d'arithmétique électorale résultant des élections législatives de juin 2005. Les ex-communistes convertis à la social-démocratie ont dû négocier avec le parti anticommuniste de l'ex-roi Siméon II de Saxe-Cobourg-Gotha avant de mettre en place un gouvernement hybride qui a fait des réformes au ralenti. Pour faire preuve de bonne volonté, les autorités bulgares ont arrêté et accusé de corruption, le 12 mai, Kazimir Nedelcev, chargé de la gestion des fonds européens pour l'agriculture. Mais ce geste tardif n'a pas convaincu les instances européennes. Alors que, pour obtenir son billet d'entrée, la Bulgarie cherche à convaincre la Commission de Bruxelles qu'elle combat efficacement la grande criminalité, deux récents assassinats mafieux perpétrés à Sofia risquent de remettre en cause la crédibilité du Système judiciaire bulgare. « C'est le nombre d'assassinats commandites, près de 160 depuis 2001, qui pose problème, affirme l'analyste Tikhomir Bezlov du Centre d'études de la démocratie. Plusieurs familles commencent à contrôler ce pays, comme en Amérique latine. Une nouvelle criminalité organisée liée aux élites politiques et économiques est en train de se constituer. » Pourtant, dans un discours public prononcé le 14 mai à Sofia, le Premier ministre socialiste Serguei Stănchev avait lancé un appel aux autorités européennes. « Laissez nous profiter de l'adhésion, de cet acte historique, a-t-il déclaré. Ne le faites pas d'une manière qui nous ferait sentir que nous sommes des Européens de deuxième classe. N'essayez pas de nous humilier. » Un appel qui n'a pas effacé les réticences de Bruxelles.

Championne de la corruption de haute volée, la Roumanie a vu ses progrès salués dans le rapport européen. La ministre de la Justice, l'indépendante Monica Macovei, a réussi à imposer une réforme radicale du Système judiciaire malgré la résistance de l'ensemble de la classe politique roumaine. Attaquée et souvent diffamée par les hommes politiques tous azimuts, l'ancienne avocate spécialiste des droits de l'homme a obtenu des résultats spectaculaires en matière de lutte contre « les gros poissons », selon l'expression favorite de Bruxelles. « Après la chute du communisme en 1989, de nombreux hauts responsables roumains ont été montrés du doigt et critiqués par la presse pour leur implication dans des affaires douteuses, a affirmé la ministre. Mais ils n'ont jamais été punis, et ce par manque de volonté politique. Dans cette nébuleuse judiciaire, il est tout à fait justifié que l'Union européenne réclame des résultats concrets. » Ces résultats ne se sont pas fait attendre : ces derniers mois, treize ministres et parlementaires ont dû venir s'expliquer devant la direction anticorruption du parquet roumain, notamment l'ancien Premier ministre Adrian Năstase et l'actuel vice-ministre George Copos. Les progrès et les retards des deux pays analysés dans le rapport d'une quarantaine de pages de la Commission ont conduit à une décision plutôt prévisible : l'Union européenne comptera 27 membres à partir de 2007 à condition que Bucarest et Sofia règlent leurs problèmes avant le prochain verdict que la Commission rendra public en octobre. Bruxelles s'est donc donné une marge

supplémentaire pour continuer à faire pression sur les deux futurs membres de l'UE.